

Synthèse régionale

Des difficultés accrues pour l'économie régionale en 2014

Christine Chardon, Insee Poitou-Charentes

L'économie régionale a connu une année 2014 particulièrement difficile. En 2013, seuls les services marchands continuaient à créer des emplois supplémentaires dans le secteur marchand non agricole. En 2014, ce n'est plus le cas.

En 2014, les pertes d'emplois salariés s'aggravent...

Les pertes d'emplois salariés s'aggravent en 2014. Pour la troisième année consécutive, l'emploi salarié marchand non agricole (y compris intérim) recule dans la région. Il se contracte de 1,5 % en 2014. Cette baisse représente 5 600 emplois salariés de moins. Elle est relativement plus sensible qu'au niveau national (-0,5 %). En Poitou-Charentes, l'emploi salarié stagne ou se contracte dans la plupart des secteurs de l'économie. La construction, l'industrie et le tertiaire marchand ont tous perdu des emplois salariés. Même l'emploi intérimaire recule de 4,4 % en 2014 alors qu'il avait été encore créateur net d'emplois salariés en 2013, et qu'il avait ainsi permis d'amortir les autres pertes d'emplois salariés. Tous les départements sont touchés par ce recul. Ainsi, le niveau de l'emploi salarié marchand non agricole régional se retrouve, fin 2014, à un niveau inférieur au point le plus bas atteint au troisième trimestre 2009, c'est-à-dire au plus fort de la crise économique.

... et plus encore dans la construction

La construction est plus particulièrement touchée en 2014. Elle perd des emplois pour la septième année consécutive. Les destructions d'emplois salariés hors intérim s'accroissent avec 2 000 emplois perdus en 2014, après 900 emplois en 2013. Soit une diminution de 5,3 % en 2014. Cette année, toutes les régions françaises enregistrent des pertes d'emploi salarié dans ce secteur, mais le Poitou-Charentes affiche le plus fort recul. Cette situation s'explique, en partie, par l'achèvement de la phase de terrassement du chantier de la ligne à grande vitesse Tours-Bordeaux, et également par la persistance d'une activité ralentie pour les

entreprises de la construction de logements. En effet, le nombre de constructions autorisées (maisons individuelles, appartements, logements en résidence) diminue fortement (-17,5 %). Les demandes de maisons individuelles s'effondrent plus particulièrement (-21,4 %). La morosité du marché immobilier se confirme également avec la forte baisse des demandes de crédits à l'habitat (-29 %). Les dossiers de crédit pour la construction neuve sont ceux qui se replient le plus avec -34 %.

Le chômage grimpe à nouveau

L'aggravation des pertes d'emplois salariés s'accompagne d'une dégradation sur le marché du travail. Le taux de chômage régional grimpe encore. Il augmente de 0,5 point et atteint 9,5 % de la population active au quatrième trimestre 2014. Pôle emploi, recense fin 2014 145 000 inscrits en catégories A, B ou C, soit 7,4 % de plus en un an. Tous les départements sont affectés même si la Charente-Maritime et la Charente voient leur situation se dégrader un peu moins que la Vienne et les Deux-Sèvres. Les seniors sont les plus touchés. Mais tous les âges sont concernés.

L'entreprenariat recule

En 2014, la création d'entreprises régionales se replie de 1,7 %. 11 900 entreprises ont vu le jour en Poitou-Charentes contre 12 100 l'année précédente. Cette tendance va à contre courant de ce qui est observé au niveau France métropolitaine. La différence s'explique en partie par une des plus fortes baisses relatives de créations d'entreprises individuelles hors autoentreprises parmi les régions françaises. La création de sociétés régionales diminue également, alors que, dans le même temps, elle augmente au niveau France métropolitaine. En 2014, seules les auto-entreprises régionales sont plus nombreuses à voir le jour ; mais, le rythme des créations y est inférieur à celui observé en France métropolitaine.

Une économie régionale fragilisée

Dans l'industrie manufacturière, les capacités de production sont moins utilisées en 2014. En effet, le taux d'utilisation se replie d'environ 2 points entre fin 2013 et fin 2014. Il est de 72 % en fin d'année, soit 6 points en dessous de sa moyenne de longue période (78 %). Cette baisse s'accompagne d'une accélération des pertes d'emplois. L'industrie picto-charentaise perd 1 700 emplois salariés en 2014 (-1,9 %), après en avoir déjà perdu 1 400 en 2013.

La baisse des exportations régionales en valeur s'intensifie dans un contexte de dépréciation de l'euro face au dollar et aux autres devises. Le recul des exportations régionales est de l'ordre de 8,8 % en 2014, après 2 % en 2013. Les exportations restent encore supérieures au point le plus bas de 2009, mais reviennent proche du niveau de 2011.

Le tourisme n'est pas épargné non plus cette année, et son bilan est mitigé. La fréquentation des hôtels recule à l'inverse des campings.

Quelques activités régionales épargnées

Dans ce contexte dégradé, l'agriculture profite d'une météo favorable en 2014 et enregistre des records de récoltes. Les vendanges ont aussi été bien meilleures qu'en 2013. En lien avec une météo clémente, la fréquentation des campings du littoral s'est également améliorée.

Un secteur du tertiaire marchand régional se démarque également en créant plus de nouveaux emplois dans la région en 2014 qu'ailleurs. Le secteur des activités financières et d'assurance gagne 2,4 % d'emplois supplémentaires. Ce secteur en gagne également au niveau France métropolitaine, mais à un rythme inférieur (+0,5 %). ■

1 Principaux indicateurs

Indicateurs	Poitou-Charentes		France métropolitaine
	Nombre en 2014	Évolution 2014-2013 (en %)	Évolution 2014-2013 (en %)
Emploi - chômage - Insertion			
Effectifs salariés des secteurs marchands non agricoles - cvs ⁽¹⁾	360 808	-1,5	-0,5
Industrie (hors intérimaires)	88 322	-1,9	-1,2
Construction (hors intérimaires)	35 971	-5,3	-3,5
Commerce (hors intérimaires)	77 520	-0,3	-0,5
Services (y compris tous les salariés intérimaires)	158 995	-1,0	0,3
Taux de chômage au 4 ^e trimestre - cvs ⁽²⁾	9,5 %	+0,5 pt	+0,4 pt
Demandeurs d'emploi, disponibles et sans emploi (catégories ABC)	145 000	+7,5	+6,4
Allocataires du RSA socle	45 912	+4,1	+4,8
Activité des secteurs			
Exportations en euros courants (millions d'€) ⁽³⁾	6 877	-8,8	+0,0
Logements autorisés ⁽⁴⁾ (maisons individuelles, appartements, logements en résidence)	8 528	-17,5	nd
dont maisons individuelles	6 105	-21,4	nd
dont appartements et résidences	2 423	-5,7	nd
Tourisme : nuitées hôtelières (en millier)	4 597	-2,9	-1,4
Tourisme : nuitées en camping (en millier) ⁽⁵⁾	6 943	+2,9	+0,3
Entreprises			
Créations y compris auto-entrepreneurs	11 931	-1,7	+2,6
Créations hors auto-entrepreneurs	4 974	-6,2	+1,6

Sources : Insee, Direccte, ARS, Caf, MSA, CPAM, RSI, Unédic Douanes, Draaf, Dréal, ORT, Banque de France

(1) au 4^e trimestre de l'année

(2) évolution 4^e trimestre 2013 - 4^e trimestre 2014, calculée en points de pourcentage

(3) CAF/FAB hors matériel militaire

(4) en date réelle

(5) saison du 1^{er} mai au 30 septembre

nd : non disponible

Contexte national

En 2014, l'économie française croît faiblement, le pouvoir d'achat des ménages accélère

Laurent Clavel, Direction des études et synthèses économiques, Insee

Légère accélération de l'activité mondiale

En 2014, l'activité mondiale accélère légèrement : la reprise s'affermi dans les pays avancés, tandis que la croissance fléchit dans la plupart des pays émergents.

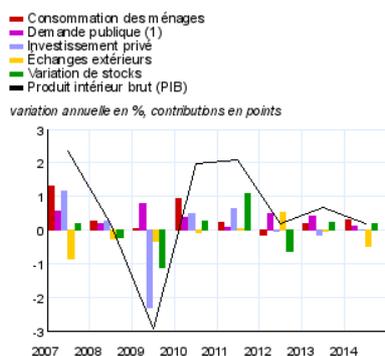
Dans les pays avancés, l'accélération de l'activité recouvre un décalage conjoncturel entre d'une part les pays anglo-saxons et d'autre part la zone euro. Ainsi, l'activité progresse à un rythme soutenu dans les premiers. La zone euro, en revanche, après deux années de contraction de l'activité, ne renoue que timidement avec la croissance et les hétérogénéités y restent fortes. La croissance de la zone se redresse surtout à la fin de l'année, sous l'effet notamment de deux *stimuli* extérieurs : d'une part le prix du pétrole baisse fortement au second semestre, d'autre part l'euro se déprécie nettement par rapport au dollar.

Dans les pays émergents, l'activité ralentit pour la quatrième année consécutive, sous l'effet de l'essoufflement de la croissance chinoise, mais aussi de la dégradation dans plusieurs autres grands pays, notamment le Brésil et la Russie.

L'économie française croît faiblement

En 2014, le PIB de la France progresse de 0,2 % après +0,7 % en 2013 (*figure 1*).

1 Évolution du PIB en volume et contribution à cette évolution



Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

La demande intérieure hors stocks est le principal contributeur à la croissance du PIB, à hauteur de +0,5 point, comme en 2013. La consommation des ménages accélère légèrement (+0,6 % après +0,4 % en 2013). La demande intérieure est également soutenue par le dynamisme des dépenses de consommation des administrations publiques (+1,6 %, comme en 2013), tandis que leur investissement recule fortement (-6,9 % après +0,1 % en 2013). L'investissement des entreprises non financières se redresse (+2,0 % après +0,5 % en 2013), alors que l'investissement des ménages, principalement en logements, se replie pour la troisième année consécutive (-5,3 % en 2014). Au total, l'investissement de l'ensemble des secteurs se replie en 2014 (-1,2 %) plus fortement qu'en 2013 (-0,6 %).

En 2014, les exportations gagnent en dynamisme (+2,4 % après +1,7 % en 2013). Mais les importations accélèrent plus vivement (+3,8 %, après +1,7 %). Au total, la contribution des échanges extérieurs à la croissance du PIB devient négative (-0,5 point après une contribution neutre en 2013) (*figure 2*).

Par branche, l'activité est portée par les services marchands (+0,5 % après +0,7 %), les services non marchands (+1,0 % après +1,2 %) et l'agriculture (+8,5 % après -1,9 %). L'activité de la branche énergie-eau-déchets se replie fortement (-2,1 % après +2,2 % en 2013), en raison d'un climat doux en début comme en fin d'année. La construction recule fortement (-3,6 %), après une quasi-stabilisation en 2013 (+0,1 %). L'activité dans l'industrie manufacturière se replie (-2,1 % après +2,2 %).

Le pouvoir d'achat rebondit

Le pouvoir d'achat rebondit (+1,1 % après -0,1 % en 2013). En termes nominaux, le revenu des ménages gagne en dynamisme (+1,1 % après +0,7 % en 2013), alors que les prix de la consommation décélèrent de nouveau nettement (0,0 % après +0,8 % en 2013).

L'emploi total croît légèrement

L'emploi salarié marchand non agricole recule légèrement (-0,2 %), en raison du faible rythme de croissance de l'activité. Mais, grâce aux créations nettes d'emplois dans les branches non marchandes, principalement des contrats aidés (notamment la montée en charge des emplois d'avenir), l'emploi total augmente en moyenne sur l'année (+0,3 %) et le taux de chômage est quasi stable en moyenne annuelle (10,2 % après 10,3 % en 2013). ■

2 Le PIB et les opérations de biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			en milliards d'euros (volume chaîné)	Contribution à la croissance du PIB en volume
	2012	2013	2014		
Produit intérieur brut (PIB)	0,2	0,7	0,2	2 060,9	0,2
Importations	0,7	1,7	3,8	630,1	-1,2
Consommation effective des ménages, dont :					
- dépense des ménages	0,2	0,6	0,9	1 464,8	0,7
- dépense individualisable des administrations	-0,3	0,4	0,6	1 094,9	0,3
Consommation collective des administrations publiques	1,5	1,6	1,6	546,0	0,4
Formation brute de capital fixe, dont :					
- entreprises non financières	0,2	-0,6	-1,2	443,1	-0,3
- ménages	-0,2	0,5	2,0	248,8	0,2
- administrations publiques	-2,1	-1,5	-5,3	98,8	-0,3
Variations de stocks (contribution à la croissance)	1,8	0,1	-6,9	75,2	-0,3
Exportations	-0,6	0,2	0,2	10,0	0,2
Exportations	2,5	1,7	2,4	593,6	0,7

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010